



Lettre ouverte au Président des Maldives, au Ministre de la Pêche et des Ressources marines, et au Ministre du Tourisme et de l'Environnement

À Son Excellence le Président Dr Mohamed Muizzu ;
À l'Honorable Ministre de la Pêche et des Ressources marines M. Ahmed Shiyam ;
Et à l'Honorable Ministre du Tourisme et de l'Environnement M. Thoriq Ibrahim.

Les 60 organisations locales et internationales et les 50 scientifiques soussignés appellent d'urgence le gouvernement des Maldives à suspendre les projets de réouverture d'une pêcherie de squales-chagrins, dits siki. Nous avons examiné avec attention le projet de plan de gestion et de réglementation, et en concluons que cette proposition apporterait des bénéfices minimes à un petit nombre d'acteurs, tout en causant des dommages irréversibles aux populations locales de squales-chagrins, aux pêcheurs qui dépendent d'un océan en bonne santé pour leurs moyens de subsistance, ainsi qu'au secteur du tourisme, pilier de l'économie des Maldives.

Les squales-chagrins, ou Centrophoridae, sont intrinsèquement vulnérables à la surexploitation. Leur croissance lente et leur faible taux de reproduction, ainsi que la disponibilité limitée d'habitats adaptés dans les eaux maldiviennes, créent une dynamique de population incapable de supporter la pression de la pêche. Les données historiques des Maldives montrent un cycle d'expansion et d'effondrement rapide pour cette pêche, les populations s'effondrant en seulement quelques années. Aucune preuve scientifique ne montre de rétablissement suite au déclin de ces populations, estimé à 97 % et provoqué par la surpêche. Au vu de la disponibilité limitée des habitats de ces espèces, les stocks restants sont probablement faibles et incapables de supporter une nouvelle exploitation. Les trois espèces de squales-chagrins présentes dans les eaux maldiviennes sont inscrites comme En danger sur la Liste rouge de l'UICN. En l'absence d'une évaluation des stocks, ou a minima d'une projection prudente de reconstitution sur plusieurs décennies, rouvrir cette pêcherie serait à la fois scientifiquement infondé, et en contradiction avec l'obligation, prévue par la Loi sur la pêche, d'appliquer le principe de précaution et de gérer les ressources en se fondant sur les meilleures données scientifiques disponibles (Loi sur la pêche, Chapitre 2, Articles 3 et 5).

La Loi sur la pêche exige également la participation large des citoyens des Maldives aux décisions concernant les ressources halieutiques, et impose une prise de décision participative (Chapitre 2, Article 5), ainsi que la bonne gouvernance et la transparence (Chapitre 2, Article 7). Il est donc profondément préoccupant que le ministère ne semble pas avoir mené de consultations significatives avec les parties prenantes, notamment les

pêcheurs de thon locaux, les opérateurs touristiques, les organisations de la société civile, les pêcheries indépendantes et les scientifiques travaillant sur les requins. Aucun dossier public n'indique qui a été consulté, le contenu de ces consultations ou la réalisation d'évaluations d'impact socio-économique. Les médias rapportent que les parties prenantes consultées à Haa Dhaalu Kulhudhuffushi — y compris les pêcheurs — n'ont pas soutenu cette pêcherie ([lien](#)). Un sondage indépendant réalisé par la Blue Marine Foundation, Maldives Resilient Reefs et Miyaru - Shark Programme (octobre 2025 ; n = 1 000) a révélé que 77 % des Maldiviens sont opposés à cette pêcherie ([lien](#)). Plus de 19 000 signataires, locaux et internationaux, ont ajouté leur nom à des pétitions exhortant le gouvernement à abandonner cette proposition ([lien](#)).

La relance de la pêche aux requins de profondeur présente également des risques juridiques et commerciaux importants. Si les squales-chagrins sont inscrits à l'Annexe II de la CITES lors de la prochaine réunion de la COP20, qui a lieu fin 2025, les exportations de ces espèces et de leurs dérivés nécessiteront une attestation de non-préjudice (*Non-Detriment Finding*), appuyée scientifiquement, ainsi que des quotas de capture et de commerce. En l'absence de données actuelles sur les stocks, et compte tenu des effondrements rapides de populations passés, il serait hautement improbable d'obtenir un NDF positif permettant un commerce international durable. Les pêcheurs qui investiraient pour relancer cette pêcherie risqueraient donc de subir de lourdes pertes financières lorsque les mesures de la CITES entreraient en vigueur, car les restrictions commerciales qui en découleraient pourraient rendre leurs opérations économiquement non viables. La poursuite des exportations dans ces conditions exposerait les Maldives à un risque de non-conformité à la CITES, susceptible de déclencher une procédure d'examen (*Review of Significant Trade*), pouvant conduire à des suspensions de commerce ou à des interdictions d'exportation. Cette situation exposerait pêcheurs et exportateurs à une incertitude réglementaire et à des investissements immobilisés. Comme l'a rappelé Monsieur le Ministre Thoriq Ibrahim lors du lancement de la Coalition mondiale pour enrayer l'extinction des requins et raies menacés ([Global Coalition to Halt the Extinction of Threatened Sharks and Rays](#)), à la conférence UNOC3 (Nice, 2025), les Maldives se sont engagées à maintenir un sanctuaire complet pour les requins — une position internationale de conservation qui serait compromise par un commerce non conforme.

Les mesures de gestion proposées sont elles-mêmes inadéquates. Elles ne prévoient ni effort de pêche progressif, ni limite de capture par bateau ou d'effort, ni système clair et vérifiable de suivi et de comptabilisation des prises accessoires, alors même qu'il est reconnu que d'autres espèces de requins ont été capturées par le passé avec des palangres. En tant que pêcherie utilisant des palangres de fond verticales appâtées, celle-ci entraînerait inévitablement des prises accessoires importantes d'autres espèces de requins, notamment les requins soyeux (espèce cruciale pour la pêcherie de thon à la ligne des Maldives), ainsi que d'autres requins pélagiques menacés qui soutiennent l'industrie de la plongée en pleine expansion. Étant donné la dispersion géographique des Maldives, les plans de gestion précédents se sont révélés difficiles à appliquer et à faire respecter, soulevant de sérieux doutes quant à la faisabilité pratique d'un suivi, d'un contrôle et d'une surveillance efficaces dans le cadre proposé. La composition du comité consultatif, ne comprenant qu'un seul représentant du secteur de la conservation, ne garantit ni l'examen scientifique indépendant ni l'équilibre entre les parties prenantes nécessaires à une gouvernance responsable.

Compte tenu des préoccupations scientifiques, socio-économiques et de gouvernance exposées ci-dessus, les organisations et experts soussignés recommandent respectueusement au gouvernement des Maldives de :

- **Suspendre immédiatement** tout projet de réouverture de la pêche aux squales-chagrins et appliquer le **principe de précaution**, tel qu'exigé par la Loi sur la pêche (Chapitre 2, Article 3), en reconnaissant l'absence d'évaluation des stocks, la forte vulnérabilité de ces espèces, les précédents effondrements rapides des populations et les pressions croissantes subies par les écosystèmes marins du fait du changement climatique.
- Garantir des **consultations transparentes, documentées et inclusives** des parties prenantes, incluant les pêcheurs locaux, la société civile, les scientifiques indépendants, les acteurs du marché et les opérateurs de tourisme (conformément au Chapitre 2, Article 5 de la Loi sur la pêche), et publier l'ensemble des données, dossiers de consultation et analyses liés à cette proposition et à toute décision afférente.
- **Réaffirmer l'engagement des Maldives envers leur sanctuaire pour les requins**, établi en 2010, en tant que modèle régional et mondial de conservation marine et de gouvernance durable des océans, et en tant que pilier essentiel de l'économie bleue du pays.

Les signataires sont prêts à soutenir des mesures fondées sur la science, visant à protéger la biodiversité marine, à préserver les moyens de subsistance et à maintenir la réputation touristique des Maldives. Le bien-être de la nation et la durabilité de ses pêcheries de thon de renommée mondiale dépendent d'océans sains, résilients et d'écosystèmes diversifiés. Nous vous exhortons à agir dès maintenant pour prévenir un préjudice irréversible.

Sincèrement,



Open Letter to the President of the Maldives, Minister of Fisheries and Ocean Resources and Minister of Tourism and Environment

To His Excellency President Dr. Mohamed Muizzu, Honourable Minister of Fisheries and Ocean Resources Mr. Ahmed Shiyam, and Honourable Minister of Tourism and Environment Mr. Thoriq Ibrahim,

The undersigned 60 local and international organisations and 50 scientists urgently call on the Government of the Maldives to halt plans to re-establish a gulper shark fishery. We have carefully reviewed the draft management plan and regulation and concluded that the proposal would provide minimal benefits to a small number of actors while causing irreversible harm to local populations of gulper sharks and to fishers who rely on a healthy ocean for their livelihoods, as well as to the tourism sector that underpins the Maldivian economy.

Gulper sharks are intrinsically vulnerable to overexploitation. Their slow growth and reproductive rates, and the restricted availability of suitable habitats in Maldivian waters create a population dynamic that cannot sustain fishing pressures. The historical record in the Maldives shows a rapid boom-and-bust for this fishery, with collapses occurring within only a few years, and there is no scientific evidence that populations have recovered from the estimated 97% decline caused by overfishing in the past. Given the limited habitats, any remaining stocks are likely small and unable to withstand renewed exploitation. All three gulper shark species present in Maldivian waters are listed as Endangered on the IUCN Red List. Without a stock assessment, or at minimum a precautionary, multi-decade recovery projection, reopening this fishery is both scientifically unsound and contravenes with the Fisheries Act's requirement to apply the precautionary approach and manage resources using the best available science (Fisheries Act, Chapter 2, Clauses 3 and 5).

The Fisheries Act also requires broad participation by Maldivians in decisions affecting fisheries resources and mandates participatory decision-making (Chapter 2, Clause 5), good governance and transparency (Chapter 2, Clause 7). It is therefore deeply troubling that the Ministry appears not to have conducted meaningful consultations with key stakeholders, including local tuna fishers, tourism operators, civil society organisations and independent fisheries or shark scientists. No public records exist of who was consulted, the substance of those consultations, or any socio-economic impact assessments. Media reporting indicates that stakeholders consulted in Haa Dhaalu Kulhudhuffushi—including fishers—did not support this fishery ([link](#)). Independent polling by Blue Marine Foundation, Maldives Resilient Reefs and the Miyaru - Shark Programme (October 2025; n=1,000) found 77% of Maldivians opposed to resuming this fishery ([link](#)). More than 19,000 local and international signatories have added their names to petitions urging the Government to abandon this proposal ([link](#)).

Reinitiating the gulper shark fishery also poses substantial legal and market risks. If gulper sharks are listed on CITES Appendix II at the upcoming COP20 meeting in November-December 2025, exports of any gulper shark and their derivatives would require a scientifically grounded Non-Detriment Finding (NDF) as well as catch and trade quotas. In the absence of current stock data, and given past population collapses within only a few years, obtaining a positive NDF for sustainable international trade is highly unlikely. Fishers who invest to

reinitiate this fishery would therefore risk severe financial losses once CITES measures take effect, as resulting trade restrictions could render their operations economically unviable. Continued exports under these conditions would risk non-compliance with CITES and could trigger a Review of Significant Trade process, potentially leading to trade suspensions or export bans. This outcome would expose fishers and exporters to regulatory uncertainty and stranded investments. As Minister Thoriq Ibrahim noted at the launch event of the [Global Coalition to Halt the Extinction of Threatened Sharks and Rays](#) at UNOC3 (Nice, 2025), the Maldives has committed to a comprehensive shark sanctuary—an international conservation stance that would be compromised by non-compliant trade.

The proposed management measures themselves are inadequate. They include no phased fishing effort, no vessel-level catch or effort limits, and no clear, independently verifiable system to monitor and account for bycatch, despite acknowledging that other shark species have historically been taken by longline gear. As a vertical bottom-set longline fishery using baited hooks, this fishery would inevitably cause substantial bycatch of other sharks, including silky sharks (crucial for the Maldives' one-by-one tuna fishery) and other threatened pelagic sharks that underpin the growing dive industry. Given the Maldives' geographical dispersion, previous management plans have proven difficult to implement and enforce, raising serious doubts about the practical feasibility of effective monitoring, control and surveillance under the proposed framework. The advisory board's composition consisting of only a single conservation representative fails to provide the independent scientific scrutiny or stakeholder balance necessary for responsible governance.

In light of the scientific, socio-economic, and governance concerns outlined above, the undersigned organisations and experts respectfully recommend the Government of the Maldives to:

- ***Immediately suspend*** any plan to reopen gulper shark fishing and apply the ***precautionary principle*** as required under the Fisheries Act (Chapter 2, Clause 3), acknowledging the absence of stock assessments, the species' high vulnerability, the historical record of rapid population collapse, and increasing ocean pressures from climate change.
- Ensure ***fully transparent, documented and inclusive stakeholder consultations*** that include local fishers, civil society, independent scientists, market actors and tourism operators (in line with Chapter 2, Clause 5 of the Fisheries Act) and publish all data, consultation records and analyses related to this proposal and any decisions thereon.
- ***Reaffirm the Maldives' commitment to its Shark Sanctuary***, established in 2010, as a regional and global model of marine conservation and sustainable ocean governance and as a vital contributor to the country's blue economy.

The undersigned stand ready to support science-based measures that protect marine biodiversity, safeguard livelihoods, and preserve the Maldives' tourism reputation. The nation's well-being and the sustainability of its world-class tuna fisheries depend on healthy, biodiverse, and resilient oceans. We urge you to act now to prevent irreversible harm.

Sincerely,



Supporting Local Organisations



Supporting International Organisations



Supporting International Organisations



Supporting Shark and Fisheries Scientists

1. Aminath Shaha Hashim, Executive Director, Maldives Resilient Reefs
2. Maesha Mohamed, President/ Co-Founder, Maldives Manta Conservation Programme
3. Hamna Hussain, Co-Founder and Vice President of Miyaru - Shark Programme, Shark Conservationist
4. Dr Judith Brown, Projects Director, Blue Marine Foundation
5. Max Bello, Marine Policy Specialist, Blue Marine Foundation
6. Arzucan Askin, Co-founder of Miyaru - Shark Programme, National Geographic Explorer, Rolex Scholar
7. Dr Iris Ziegler, Head of Fisheries Policies and Ocean Advocacy at German Foundation for Marine Conservation
8. Brittany Finucci, Adjunct Researcher, University of Tasmania, Australia
9. Luke Warwick, Director, Shark and Ray Conservation, Wildlife Conservation Society
10. Daniel Fernando, Co-Founder and Director, Blue Resources Trust
11. Stan Shea, Marine Programme Director, BLOOM Association Hong Kong
12. Guy Stevens, Chief Executive/ Founder, Manta Trust
13. Alex Antoniou, PhD., Chief Executive/ Founder, Fins Attached Marine Research and Conservation
14. Fernando Reis, Executive Director, Sharks Educational Institute
15. Juan Martín Cuevas, Coordinator, Sharks and Rays of Patagonia, Wildlife Conservation Society Argentina
16. Carlos J Polo Silva, Director, Sharky Management & Consulting
17. Dr Cassandra Rigby, Adjunct Senior Research Fellow, James Cook University
18. Lee Crockett, Executive Director, Shark Conservation Fund
19. Paul Cox, CEO, Shark Trust
20. Dr. Martina Gaglioti, Marine researcher and educator, IUCN CCC, CEC, WCPA Member
21. Matthew Collis, Senior Director, Policy, International Fund for Animal Welfare (IFAW)
22. Jorge Serendero, Director, For the Oceans Foundation, OOWC One Ocean Worldwide Coalition
23. Pamela Nylund, Head of International cooperation, SHARKPROJEKT international
24. Matthieu Lapinski, President, AILERONS
25. Sonja Fordham, President, Shark Advocates International
26. John Baker, President, WildAid
27. Mark Bond, Research Assistant Professor, Florida International University
28. Callum Roberts, Professor of Marine Conservation Centre for Ecology and Conservation, University of Exeter
29. Dr. Julia Spaet, Shark Scientists, rreef and University of Cambridge

Supporting Shark and Fisheries Scientists

30. Stuart Pimm, Doris Duke Professor of Conservation, Duke University
31. Dr Julie Hawkins, Ecology and Conservation, University of Exeter
32. Dr Robert S. Steneck, Professor Emeritus of Oceanography, Marine Biology and Marine Policy, University of Maine
33. Dr Enrico Gennari, Director – Oceans Research Institute, Honorary Research Associate - the South African Institute for Aquatic Biodiversity (SAIAB), Research Associate - Department of Ichthyology and Fisheries Science (DIFS), Rhodes University
34. Vyv Summers, Senior Research Technician at the Marine Futures Lab, The University of Western Australia
35. Fabián Pina Amargós, Marine Scientist with Research and Management on Sharks and Rays
36. Dr. Lauren Dykman, Postdoctoral Fellow, University of Victoria/ Restoration Science Lead, The Kelp Rescue Initiative
37. Claire Nouvian, Founder & Director of BLOOM
38. Dr. Yvonne Sadovy, University of Hong Kong (ret.)/ IUCN Groupers and Wrasses Specialist Group Chair
39. Dr. Gonzalo Pérez-Rosales, Hong Kong University of Science and Technology
40. Dr. Katrina Himpson, BVM&S MRCVS
41. Amy Cartwright
42. Dr. Jean M Harris, Strategic Ocean Lead, WILDOCEANS Programme
43. Taïme Smit Pellure, Co-funder and President, Acción Océanos
44. Robert S. Steneck, Professor Emeritus of Oceanography, Marine Biology and Marine Policy, School of Marine Sciences, University of Maine
45. Ellen Pikitch, Endowed Professor of Ocean Conservation Science
Institute for Ocean Conservation Science, School of Marine and Atmospheric Sciences, Stony Brook University
46. Prof. Amanda Vincent, Ph.D. FRSC, Director, Project Seahorse; Professor, Institute for the Oceans and Fisheries; Chair, IUCN SSC Marine Conservation Committee; Chair, IUCN SSC Seahorse, Pipefish and Seadragon Specialist Group
47. Paolo Cortelezzi, PhD Candidate - Marine Futures Lab, The University of Western Australia
48. Tamara Figueredo Martín, Environmental economist Scientist with research and management on sharks and rays
49. Alfredo Quarto, Program and Policy Director/Co-Founder, Mangrove Action Project
50. Jim Enright, CBEMR Trainer & Advisor, Mangrove Action Project